

Après les années fastes, un budget à l'équilibre

CANTON Le Conseil d'Etat dévoile son budget 2009.

MARC BRETTON

«Vu les années antérieures, cela aurait dû être du beurre de faire le budget, mais il y a eu quelques contraintes», déplore le ministre des Finances David Hiler. La première: après des années dorées, l'économie se tassera en 2009. Résultat: le projet présenté hier et qui va être transmis au parlement ne prévoit plus qu'un excédent de 68,1 millions. Et encore, pour le présenter, le gouvernement a dû procéder «à des choix à risque». Du coup, le ministre des Finances n'a pas exclu de présenter en cours d'année 2009 un budget révisé si la situation se détériorait.

Pour l'heure, les grandes lignes du projet actuel sont les suivantes. Côté revenus, le gou-

vernement prévoit une stagnation (à 7,7 milliards tout de même). Au niveau des charges, si le Conseil d'Etat se félicite de tenir ses dépenses, en restant sous la barre de 2% d'augmentation; les frais de personnel augmentent tout de même de 4,2% (à 2 milliards) et les dépenses générales de 5,7% (493 millions). Comment expliquer la croissance des charges de personnel? «Par l'indexation, le nouveau système de rémunération et le versement de l'annuité en janvier et non plus en juillet», souligne le Conseil d'Etat.

Libéraux ulcérés

Les subventions, l'autre grand secteur des dépenses de l'Etat, augmentent de 2,1% à 3,4 milliards. Les investissements sont stables par rapport à l'an passé, mais à un niveau élevé, le double par rapport à 2005, et le gouvernement n'en est pas peu fier. Ils permettront de réaliser notamment des projets de transports et des bâtiments. La dette enfin



Conseil d'Etat. De g. à dr.: Pierre-François Unger, Laurent Moutinot, David Hiler (Finances) et François Longchamp. (PIERRE ABENSUR)

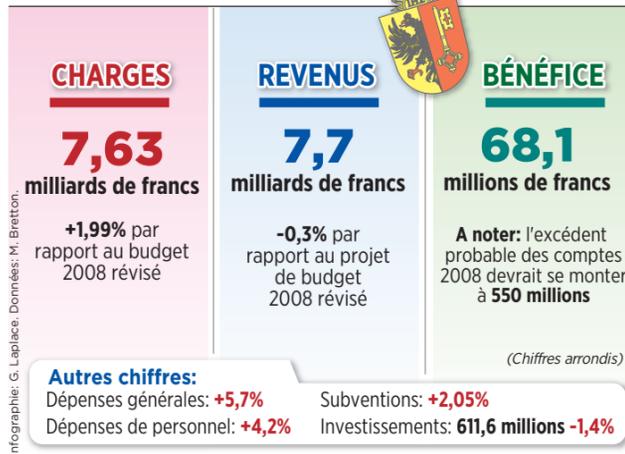
devrait continuer sa diminution en s'établissant juste au-dessus de 10 milliards.

Elément étonnant, on notera que les pourcentages d'augmentation sont calculés par rapport à un budget 2008 révisé suite à la récente introduction de nouvelles normes. C'est une première! S'ils avaient été calculés par rapport au budget réellement voté en 2008, ils seraient bien différents. Les charges de personnel croîtraient par exemple de 6,6%! Mais le bénéfice 2009 dépasserait les 250 millions. Les libéraux condamnent ce changement de calcul. Il «ne correspond à aucune réalité institutionnelle», dénonce Pierre Weiss. Le libéral

s'en prend globalement à un budget «électoral», qui «remet en marche les automatismes salariaux et ne respecte vraisemblablement pas le discours de Saint-Pierre».

Les autres partis se montrent nettement plus positifs. L'esprit dominant au PS et au MCG semble être qu'il était «difficile de faire autrement»; le Vert Christian Bavarel se dit «très satisfait, car le Conseil d'Etat tient ses promesses»; le PDC Guy Mettan trouve tout ceci «pas mal» tout en regrettant le montant de l'inflation budgétée à un niveau trop élevé. Et l'UDC Eric Bertinat est satisfait de la baisse de la dette, mais regrette la hausse des charges.

PROJET DE BUDGET DE L'ÉTAT 2009



Jouer avec les limites

COMMENTAIRE

C'est le dernier budget du gouvernement de gauche élu en 2005.

Arrivant après trois ans d'euphorie financière, il se montre prudent en matière de prévision des revenus. Pour les dépenses, c'est autre chose. Sans entrer dans la querelle de la base de comparaison, celle du budget 2008 voté ou du budget 2008 révisé, les très symboliques dépenses générales augmentent, comme les charges de personnel. En cause, le haut niveau de l'inflation, mais aussi l'accord salarial passé avec les fonctionnaires.

Pour autant, le gouverne-

ment a-t-il tout lâché? Cela dépend du point de vue. Ce qui est sûr, c'est qu'il flirte avec les limites. En décidant, avec une croissance réduite d'appliquer les accords signés avec les fonctionnaires, de maintenir les postes (ils ont très légèrement diminué depuis 2006) et de maintenir des investissements élevés, il se retrouve avec un budget juste à l'équilibre. Une petite faiblesse, la hausse du chômage, de l'assistance, et la hausse des charges péniblement tenue à 2% explose. En réalité, aujourd'hui comme en 2005 (mais avec 2 milliards de dettes en moins quand même!), Genève n'a pas de marge de vraie manœuvre. Le «ninisme» a bien servi. Mais il est à bout de souffle.

Marc Bretton

GENÈVE EN BREF

Examens de police fictifs à Vernier

FORMATION La police genevoise organise une journée portes ouvertes, samedi, de 9 h à 17 h au centre sportif du Bois-des-Pères. Les curieux pourront se familiariser avec les épreuves sportives d'admission et tester, en blanc, l'examen de français. Un rendez-vous qui permettra aussi aux visiteurs de discuter avec des professionnels de terrain et de rencontrer des membres de la brigade des chiens. **DJN**

Coup de pouce fédéral pour Genève

INTERNATIONAL Après le Conseil national, la seconde Chambre du parlement fédéral

a accepté, hier, de soutenir financièrement la Genève internationale. La Confédération débloquera deux crédits additionnels, soit 45 millions destinés à la rénovation de l'OMC et 11,3 millions pour un projet d'extension du CERN. Berne déboursa au total 130 millions pour permettre à l'OMC de concentrer ses travaux sur un seul site, le projet de construction d'un nouveau bâtiment ayant été écarté. Quant aux fonds pour le CERN, remboursables sur 50 ans à taux d'intérêt zéro, ils seront destinés à la construction de 300 nouveaux espaces de travail nécessaires au projet du LHC. **DJN**

Vols low cost suspendus

AÉROPORT Les compagnies easyJet et Vueling ont annoncé, hier, la fermeture de lignes aériennes à destination des villes de province espagnoles. Dès le 26 octobre, les lignes easyJet d'Oviedo-Madrid et Oviedo-Genève seront suspendues pour des raisons économiques. L'été dernier, Spanair annonçait le retrait de ses avions de neuf lignes non rentables. **DJN**

Concert pour la paix

MUSIQUE A l'occasion de la journée mondiale pour la paix, un concert d'honneur sera donné, samedi, au Victoria Hall. En préambule de l'interprétation de l'une des pièces de Rossini, de nombreuses personnalités genevoises s'exprimeront. Ouverture des portes à 19 h. **DJN**



Michel Carton, vice-directeur de l'IHEID. «Cela va renforcer en Suisse les champs d'étude sur le plan international.»

(STEEVE IUNCKER-GOMEZ)

Un nouveau réseau universitaire se met en place

Le RéSEI a pour but de soutenir des projets scientifiques en lien avec les études internationales.

Le Réseau suisse pour les études internationales (RéSEI) a, depuis le 1er janvier, pris la succession du Réseau universitaire international de Genève (RUIG), créé en 1999. La nouvelle structure a été fondée par l'Université de Genève et l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID).

Alors que le RUIG avait pour but de faire le lien entre les organisations internationales basées à Genève et le monde académique, le RéSEI vise à organiser et à soutenir des projets scientifiques traitant des thématiques variées relatives aux études internationales.

Dans le cadre de son premier

appel d'offres via Internet, le RéSEI a reçu 63 projets venant de toute la Suisse. Seuls huit ont été retenus lors d'un processus de sélection très rigoureux. Ces travaux, qui seront financés par ce nouveau réseau universitaire, couvrent différentes disciplines comme les migrations, les questions internationales liées à la santé et aux droits de l'homme, les négociations, l'économie et le commerce.

«Contrairement au RUIG, avec le RéSEI on passe à un niveau national, car il y a un partenariat avec des institutions basées à Berne, Zurich, Bâle et Saint-Gall», commente Michel Carton, vice-directeur de l'IHEID et membre du comité de direction. «Cela va renforcer en Suisse les champs d'étude sur le plan international.»

Alexandre Gaillard

PUBLICITÉ

La Fourmilière...

Avec Cécile Xambeu dès 12h00

www.radiocite.ch

92.2 Radio Cité